

VILLE DE BAYONNE

COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE

**EHPAD GOXOKI
AVENUE CAM DE PRATS
64100 BAYONNE**

Type U – 4^{ème} catégorie

10 mars 2022

**COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE ET
D'ACCESSIBILITE DE LA VILLE DE BAYONNE**

PROCES-VERBAL DE VISITE

I - OBJET DE LA VISITE

ETABLISSEMENT VISITE : EHPAD « Goxoki »
ADRESSE : BP 308 – Avenue de Cam de Prats - 64100 BAYONNE
DATE DE LA VISITE : 10 mars 2022
OBJET DE LA VISITE : Visite de contrôle périodique

II - PARTICIPATION A LA VISITE

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité, la Commission communale de sécurité et d'accessibilité de Bayonne s'est réunie en application des dispositions des articles R-123-48, de l'article GE 3 et 4 de l'arrêté du 25 juin 1980, afin d'effectuer une visite de contrôle périodique.

1. MEMBRES DE LA COMMISSION AVEC VOIX DELIBERATIVE

Le Maire de la commune ou son représentant	Monsieur Serge Arcouet
Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant	Capitaine Ferry

2. SECRETARIAT DE LA COMMISSION

Le fonctionnaire territorial de la Mairie de Bayonne	Monsieur Daniel Curutchet
--	---------------------------

3. RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT

Le propriétaire	CENTRE HOSPITALIER DE LA COTE BASQUE
-----------------	--------------------------------------

4. ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

Mairie de Bayonne SCHS	Monsieur André CHAVIN
Chargé de sécurité du CHCB	Monsieur CASTELEIN

III - PRESENTATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT

1. DESCRIPTION

Présentation succincte :

Etablissement à R-1 et R+1. Il est constitué de deux ailes se découpant ainsi :

➤ Au sous-sol : partiellement aménagé, non accessible au public, comprenant des locaux techniques sous station de chauffage, dépôt bagagerie, vestiaire, reprographie etc ...

➔ Au rez-de-chaussée : 24 lits individuels

➤ Au 1^{er} étage : 22 lits individuels

Implantation :

L'établissement est accessible aux engins de secours par l'avenue Cam de Prats. Deux façades sont accessibles aux moyens de secours et toutes les baies sont accessibles à l'échelle, le plancher bas du dernier niveau accessible au public étant à 3,50 m du sol.

Isolement :

Le bâtiment est isolé des autres bâtiments par une distance supérieure à 8 mètres.

Une galerie souterraine est isolée par des portes PF 1/2h de part et d'autre des établissements USLD LES ARRAYADES et EHPAD ARGIA asservies à la détection.

Construction et aménagements intérieurs :

Construction de type traditionnel, murs maçonnés, charpente bois et couverture en tuiles.

Dégagements :

- Rez-de-chaussée :
 - Côté Sud-Est : une sortie de 3 unités de passage,
 - Côté Sud-Ouest : une sortie de 2 unités de passage.
- Premier étage :
 - Côté Nord et Ouest : deux escaliers d'une unité de passage dont un extérieur,
 - Côté Sud : un escalier de 2 unités de passage.

Niveau	Effectif du niveau	Effectif cumulé	Nbre de sorties		Nbre d'UP	
			exigibles	réelles	exigibles	réelles
1 ^{er} étage	40	40	2	3	2	4
RDC	44	84	2	2	2	5

Ventilation : VMC.

Désenfumage : il existe un désenfumage naturel dans l'escalier et dans les circulations horizontales (automatique et naturel),

Electricité : source centrale et groupe électrogène (démarrage automatique).

Eclairage de sécurité : blocs autonomes permanents,

Installation de gaz : néant,

Chauffage : Par chauffage central sous station dans le bâtiment.

Locaux à risques : Locaux de stockage au sous-sol.

Les moyens de secours : extincteurs, système de sécurité incendie de catégorie A et alarme de type 1 avec alarme générale sélective, plans d'évacuation, personnel formé à l'usage du SSI, présence de deux personnes la nuit, poteau d'incendie à moins de 200 mètres.

2. EFFECTIFS ET CLASSEMENT

L'effectif théorique maximal des personnes admises simultanément est : 84 personnes

- Personnel : 15
- Pensionnaires : 46
- Visiteurs : 23

Etablissement recevant du public de type U de 4^{ème} catégorie.

3. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est assujéti aux dispositions fixées par :

1. Le Code de la Construction et de l'Habitation, en particulier les articles L 123-1 et L 123-2, R 123-1 à R 123-55, R 152-6 et R 152-7 ;
2. Le Règlement de Sécurité relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Dispositions générales : arrêté du 25 juin 1980

Dispositions particulières : arrêté du 23 mai 1989 et arrêté du 10 décembre 2004 (type U)

Historique de l'établissement :

n° pièce	Date	Intitulé pièce	Localisation
1	11/12/2008	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
2	8/01/2009	PV de la sous-commission départementale pour la sécurité concernant l'étude du cahier des charges fonctionnel du SSI	FD
3	25/11/2010	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
4	07/11/2013	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
5	03/11/2016	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
6	21/03/2019	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD

IV - CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT

1. CONTROLE DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES

1 - Régler les ferme-portes de la porte coupe-feu en bas de la cage d'escalier et de la porte GO-00-01. (Réalisé).

RECOMMANDATION :

2 - Dans le cadre de prochains travaux, prévoir la mise en place d'un désenfumage mécanique.

2. DOCUMENTS PRESENTES ET ANOMALIES MAJEURES CONSTATEES

Vérifications techniques	Date	Organisme	Observations
Désenfumage (DF10) méca (débit, pression, vitesse)	19/10/21	DACOSTA	
Chauffage (CH 58) Conduit de cheminée (ramonage) Climatisation	02/12/21	APAVE	SO
Ventilation de confort (CTA) CH38 >10000m3/h contrôle DAD & locaux à sommeil présentation livret d'entretien filtres	Annuel	SERVICES TECHNIQUES	
Électricité (EL 19) Eclairage de Sécurité (EC15)	28/07/21 28/07/21 28/07/21	APAVE APAVE APAVE	9 levées EIFFAGE (attestation) + en interne En interne (programme annuel)
Gaz (chaufferie)	02/12/21	APAVE	Néant
Ascenseur (AS9) Entretien annuel (arrêté interministériel du 18/11/04) Visite quinquennale par bureau de contrôle (AS9)	Annuel 02/04/21	OTIS APAVE	Levées OTIS
Moyens de secours (MS) Extincteurs (MS73)	19/10/21	DACOSTA	
Système de sécurité incendie contrat d'entretien (MS 68) formation du personnel au SSI contrôle triennale par bureau de contrôle (MS73)	15/12/21 07/03/19	SIEMENS APAVE	SO
Système d'alerte téléphone urbain			Présence tél urbain
Portes automatiques (CO 48)	02/04/21	APAVE	SO
Formation du personnel (MS48)	Annuel	EN INTERNE	Programme annuel
Registre de sécurité			Présenté et renseigné

3. RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES PAR SONDAGE

Alarme : Satisfaisant

Désenfumage : Satisfaisant

Eclairage : Satisfaisant

Détecteurs de fumées : Satisfaisant sur la galerie souterraine.

Recoupement : Non satisfaisant porte bloquée par un chariot.

Ferme porte : Satisfaisant

Issues de secours : Satisfaisant

4. ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE

Porte PF niveau galerie bloquée par un chariot.

V - ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

Bâtiment sensible compte tenu du public reçu particulièrement vulnérable.

Le SSI de catégorie A avec alarme de type 1, le service de sécurité et la bonne tenue de l'établissement garantissent malgré tout un bon niveau de sécurité.

VI - PRESCRIPTIONS

1. PRESCRIPTIONS NOUVELLES

1. Maintenir libre la fermeture des portes asservis et des locaux à risques par la suppression de tous obstacles (cales, ceintures ou charriot).

Recommandation : Prévoir la mise en place d'un désenfumage mécanique.

Pour rappel :

Lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement, ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du maire délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

2. PRESCRIPTIONS PERMANENTES

- a) Tenir à jour le registre de sécurité de l'établissement conformément aux dispositions fixées par l'article R123-51 du code de la construction et de l'habitation.
- b) Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement. Remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques (<http://www.pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr/index.htm>) sous les rubriques "Votre sécurité / Les établissements recevant du public / Fiches d'entretien et de vérifications techniques des installations des E.R.P.". Dans votre cas, vous devez télécharger la fiche IP.001, IP.002, IP.003 (format pdf).
- c) L'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture, doit être affiché de façon apparente près de l'entrée principale.

- d) Respecter les dispositions des articles (articles L111-8, R 111-19-13 à R 111-19-15 du code de la construction et de l'habitation), lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du maire délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.
- e) Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement. (cf. articles R123-4 et 7 du code de la construction et de l'habitation)

VII - AVIS DE LA COMMISSION

La commission de sécurité émet un avis **FAVORABLE** au fonctionnement de l'établissement, assorti de la réalisation des prescriptions susvisées.

VIII - RAPPELS

1. PROCHAINE VISITE

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la présente commission au moins tous les 3 ans. A titre indicatif, la prochaine visite de contrôle périodique est prévue : **mars 2025**.

Nota :

La commission se réserve le droit de décaler de quelques mois cette date pour des raisons de fonctionnement de la dite commission, tout en essayant de garantir la périodicité prévue à l'article GE 4.

2. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

Article R123-43 du code de la construction et de l'habitation :

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du ministre de l'Intérieur ou des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

Article R 123-3 du code de la construction et de l'habitation :

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

3. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE POLICE

En application des dispositions de l'article R. 123-46 et 49 du code de la construction et de l'habitation, le maire (ou le fonctionnaire spécialement désigné à l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation) notifie le résultat de la visite périodique de contrôle et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Président de la Commission.

Serge ARCOUET

